

République Française  
Département Vendée  
Commune de Le Fenouiller

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 14/11/2016**

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Qui ont pris part au vote
27	25	19

Vote
<b>A la majorité</b> Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 8

Date de la convocation
08/11/2016

Date d'affichage
08/11/2016

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous préfecture des Sables  
d'Olonne Le : 21/11/2016  
Et publication ou notification  
du : 21/11/2016

L'an 2016, le 14 Novembre à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Le Fenouiller s'est réuni à la Mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur VIAUD René, Maire, en session ordinaire.

**Présents** : M. VIAUD René, Maire, Mme CASSOU Isabelle, M. MENUET André, Mme LECART Nadine, M. MERIAU Jean-Pierre, Mme CERAN Maryse, Mme PERROCHEAU Danielle, M. BLAIS Michel, M. BILLET Guy, Mme FOUCAUD Christiane, Mme VRIGNAUD Lydie, M. BARANGER Jean-Philippe, Mme THIBAUD Isabelle, M. GUIBERT Stéphane, M. BARBOT Denis, Mme RENAUDIN Stéphanie, Mme DUGAST Caroline, M. DURANTEAU Michel, Mme GUYON Annick, M. PERROCHEAU Philippe, Mme RIVALLIN Marinette, M. VIAUD Jean-François, Mme HABERT Muriel, M. DROUOT Bernard, Mme ELINEAU Jacinte

Excusé(s) ayant donné procuration : M. PONTOIZEAU Laurent à M. VIAUD René, M. LE MENER Patrick à M. VIAUD Jean-François

**A été nommé(e) secrétaire** : Mme RENAUDIN Stéphanie

**2016\_11\_13 – Prescription de Révision du PLU - Objectifs poursuivis et définition des modalités de concertation**

Monsieur le Maire expose que Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été approuvé par délibération du 18 février 2008.

A la suite de cette approbation, quatre procédures de modification ont été approuvées, par délibérations du 9 mars 2009, du 22 février 2010, du 9 juillet 2012 et du 10 juin 2014.

Il est nécessaire de mettre le PLU en conformité avec :

- les objectifs édictés par les nouvelles dispositions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme, notamment la loi de la programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement du 3 août 2009, dite « loi Grenelle I », la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 dite « loi Grenelle II » et la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme rénové (loi ALUR) du 24 mars 2014.
- le SCoT du Pays de St Gilles Croix de Vie approuvé le 30 juin 2016.

Par ailleurs, la population de la commune est en constante augmentation, ce qui nécessite d'adapter les capacités structurelles d'accueil des nouveaux habitants, en tenant compte du rajeunissement de la population et en favorisant la mixité intergénérationnelle et sociale.

Conformément aux dispositions des articles L 123-6 et L 300-2, cette délibération prescrivant la révision du PLU porte sur un double objet : d'une part celui des objectifs poursuivis par la révision et d'autre part, celui des modalités de la concertation avec les habitants de la commune, les associations locales et les autres personnes concernées.

La Commission urbanisme réunie le 2 novembre, la Commission Finances et administration générale réunie le 7 novembre 2016 et la commission environnement réunie le 9 novembre ont émis un avis globalement favorable à la prescription de révision du PLU.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à 19 voix pour et 8 abstentions,

**DECIDE** de prescrire la révision du plan local d'urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L153-31 et suivants, R153-11 et R153-12 du code de l'urbanisme.

**APPROUVE** les objectifs poursuivis, à savoir :

- S'interroger sur les outils à mettre en place pour concourir à l'arrivée et au maintien des jeunes ménages et redéfinir une politique d'aménagement par un cadre réglementaire adapté à l'évolution de la population dans son ensemble.
- Promouvoir un urbanisme respectueux de l'identité communale.
- Limiter l'étalement urbain en favorisant la densification et en réadaptant les zonages au regard des contraintes ou opportunités diverses.
- Revitaliser le centre bourg afin de donner de l'épaisseur au bourg historique, le repeupler en créant un lieu d'habitat partagé, permettre d'optimiser l'offre en services et commerces et améliorer le confort du piéton le long de la rue du Centre.
- Valoriser le patrimoine architectural et paysager en intégrant des projets de bâti avec vue cadrée sur certains édifices.
- Organiser et renforcer l'offre en équipements (notamment par la création d'espaces pour la jeunesse et d'équipements culturels) en réfléchissant à leur positionnement, leur évolution, leur mutation, dans une logique de cohérence de territoire.
- Créer de nouveaux accès aux espaces naturels en renforçant le maillage par des liaisons douces.
- Préserver l'espace agricole sur le territoire.

**DECIDE** que les modalités de concertation associant les modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, conformément aux articles L103-2 et suivants du code de l'urbanisme, seront les suivantes :

- mise à disposition d'un registre offrant la possibilité de consigner les observations écrites et suggestions du public,
- au moins deux réunions publiques avec l'urbaniste chargé de l'étude, dont les dates seront communiquées par voie de presse, d'affichage, sur le site internet de la commune et sur les panneaux lumineux,
- communication dans le bulletin municipal, sur le site internet de la commune et dans la presse locale,
- exposition des documents graphiques présentant d'une part le diagnostic initial de la commune, d'autre part les enjeux et les objectifs en matière de développement, d'aménagement de l'espace et de protection de l'environnement.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à :

- signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la révision du PLU,
- procéder à la consultation en vue de la désignation d'un cabinet d'urbanisme pour la réalisation de l'étude,

- solliciter de l'Etat une dotation pour compenser les frais matériels et d'études nécessaires à cette élaboration,
- demander que Monsieur Le Préfet de la Vendée porte à la connaissance du Maire les éléments nécessaires à l'élaboration du document d'urbanisme,

**DECIDE** de pouvoir mobiliser l'exercice du sursis à statuer sur les demandes d'autorisation d'occupation du sol.

**DIT** que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU sont inscrits pour un montant de 30 000,00 € au budget 2016 et qu'ils seront réajustés au budget 2017.

Conformément à l'article L 153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux organes publics concernés : aux Présidents du Conseil régional et du Conseil départemental, aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers, de la Chambre d'Agriculture, de la Communauté de Communes du Pays de St Gilles Croix de Vie.

La délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local diffusé dans le département et d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.  
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :  
En mairie, le 21/11/2016  
Le Maire,  
René VIAUD



